

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/338

G/SCM/W/346

12 avril 1996

(96-1296)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR L'AFRIQUE DU SUD¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 avril 1996.

Questions de l'Australie

1. Le Guide de politique et de procédure concernant les mesures de lutte contre les pratiques commerciales internationales déloyales: dumping et exportation subventionnée a-t-il force de loi aux fins de révision judiciaire?
2. Il y a dans l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions de nombreux détails qui n'apparaissent pas dans la législation et le Guide notifiés. Des règlements d'accompagnement comportant des dispositions détaillées seront-ils promulgués? Dans la négative, existe-t-il d'autres arrangements de nature à guider les autorités compétentes en ce qui concerne les dispositions de l'Accord sur l'OMC et quelle serait leur autorité dans une révision judiciaire? La référence au GATT de 1994 contenue dans le paragraphe 3 du Guide (page 19) recouvre-t-elle aussi l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions?
3. L'Afrique du Sud pourrait-elle confirmer que sa législation est conforme aux articles 4.3 de l'Accord antidumping et 16.4 de l'Accord sur les subventions pour ce qui est de l'Union douanière d'Afrique australe. Les autres membres de l'Union douanière contribuent-ils à la prise de décisions en matière de mesures antidumping ou compensatoires et à leur mise en oeuvre?
4. La référence à "toute autre mesure" contenue dans le paragraphe 12 du Guide (page 20) est-elle limitée aux engagements, comme le prescrivent l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions?

¹G/ADP/N/1/ZAF/1-G/SCM/N/1/ZAF/1.

5. Le membre de phrase "n'est pas, du fait d'une intervention des pouvoirs publics, déterminée dans le pays exportateur d'origine selon les principes du marché libre" doit-il être interprété comme limité à la situation prévue dans la seconde note additionnelle au paragraphe 1 de l'article VI du GATT? (Voir aussi le libellé quelque peu différent des paragraphes 23 d) et 48 du Guide.)
6. Comment l'Afrique du Sud définira-t-elle ce qui constitue une subvention pouvant donner lieu à une mesure compensatoire? L'Afrique du Sud indiquera-t-elle la méthode utilisée pour calculer l'avantage conféré au bénéficiaire par une subvention, comme le prescrit l'article 14 de l'Accord sur les subventions?
7. Quel est le délai minimum dans lequel des mesures provisoires peuvent être imposées? Le paragraphe 44 du Guide permet-il d'appliquer une mesure provisoire pendant plus de quatre mois dans une affaire portant sur des droits compensateurs?
8. Au titre du paragraphe 54 du Guide, une détermination positive préliminaire doit-elle avoir été établie avant qu'un engagement puisse être demandé ou accepté?
9. Au titre du paragraphe 56 du Guide, le Conseil mettra-t-il fin à l'application de droits antidumping ou compensateurs après cinq ans, sauf réexamen complet de la nécessité de maintenir ces droits?